

LÈS FINANCES

L'OPPORTUNITÉ DE LA SUPPRESSION DE LA TAXE DE VENTE SUR LE MATÉRIEL ACHETÉ PAR LES COMMISSIONS DE TRANSPORT EN COMMUN

M. John Harney (Scarborough-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Étant donné que la nécessité de ménager les ressources énergétiques nous dicte de favoriser dans la mesure du possible l'usage des moyens de transport en commun plutôt que des voitures particulières, envisage-t-on de supprimer la taxe de vente fédérale sur les achats de matériel des commissions de transport en commun? Sinon, pourquoi pas?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, vu les instances que le député a ajouté aux observations qu'il a faites plus tôt, c'est une chose à laquelle je vais réfléchir.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE QUÉBEC ET LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE—LES MESURES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION ET LE CHÔMAGE ENVISAGÉES

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question a trait aux chiffres relatifs à l'inflation publiés ce matin. Elle s'adresse au premier ministre. Étant donné que le taux du chômage et de l'inflation atteint un niveau incroyablement élevé au Québec et dans les provinces de l'Est et qu'il touche surtout les personnes à faible revenu dans ces régions, mises à part les considérations de la politique gouvernementale d'un double prix pour les produits du pétrole, quelles mesures immédiates le gouvernement prendra-t-il pour venir en aide aux habitants du Québec et du reste de l'Est du Canada, surtout les économiquement faibles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas combien brève est l'échéance dont parle le député; mais s'il se reporte à ce qui a été fait, il constatera que, la semaine dernière, le gouvernement a proposé et présenté une mesure législative en vue de garantir que les cinq provinces de l'Est en particulier, dont le député a parlé, obtiennent la majeure partie des 190 millions de dollars que le gouvernement fédéral a ajoutée aux budgets des provinces au moyen de notre nouvelle formule de péréquation.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence cède la parole au député de Northumberland-Durham qui veut poser une question supplémentaire. Nous passerons ensuite à l'ordre du jour.

DEMANDE D'INSCRIPTION DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES À L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES EN JANVIER

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que le ministre des Finances répète chaque mois à la Chambre que la situation économique lui cause de vives inquiétudes, ce qui équivaut à admettre l'échec des politiques du gouvernement, et étant donné que le gouvernement, de toute évidence, n'a rien à proposer...

Questions orales

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député devrait poser une question au lieu de prononcer un discours. Nous sommes maintenant à la fin de la période des questions. J'ai cédé la parole au député vers la fin. Il devrait poser sa question parce que nous devons passer à l'ordre du jour.

M. Lawrence: Comme les approvisionnements d'énergie et leurs prix aggraveront inévitablement la situation déplorable qu'ont provoquée l'inflation et le chômage, le premier ministre voudrait-il songer à étendre les cadres de la conférence des premiers ministres en janvier afin d'y faire figurer une étude globale non seulement de l'énergie mais de tout le marasme économique dans lequel notre pays se trouve actuellement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais traiter de cette question de façon positive, mais je ferai tout d'abord observer au député qu'il existe une autre interprétation, la bonne, de la position du ministre des Finances. Même si le Canada se débrouille beaucoup mieux que d'autres pays, le ministre voudrait que nous fassions davantage.

● (1450)

Pour ce qui est de la suggestion qui m'est faite, elle a beaucoup de valeur et je dois dire que le gouvernement y a pensé puisque j'ai proposé que la conférence sur l'énergie ait lieu immédiatement avant la conférence des ministres des Finances à laquelle doivent participer les ministres fédéral et provinciaux des Finances. Bien sûr, ils voudront discuter des questions même qu'a suggérées le député et le ministre fédéral montrera alors la voie aux provinces comme d'habitude.

M. l'Orateur: Le député peut poser une autre question supplémentaire, puis je passerai à l'ordre du jour.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, cette suggestion vient évidemment d'un des premiers ministres et je crois qu'on en présentera d'autres. Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a répondu au télégramme qu'il a déjà reçu d'un des premiers ministres à ce sujet?

M. Trudeau: Il doit y avoir un malentendu, monsieur l'Orateur. Si le député parle de la réunion sur les questions énergétiques, il a raison car les provinces, lors de la réunion interprovinciale de l'été dernier, ont décidé de nous saisir du problème et de demander la tenue d'une conférence fédérale-provinciale à ce sujet.

J'ai donné deux réponses. Premièrement, j'ai dit que nous avions demandé que le sujet de l'énergie soit inscrit à l'ordre du jour de la Conférence sur les perspectives économiques de l'ouest, mais les provinces ont refusé. Deuxièmement, j'ai dit que nous avions déjà prévu une rencontre groupant les ministres chargés de l'énergie. Elle a eu lieu il y a quelques semaines à Toronto et je crois avoir décrit à deux premiers ministres—peut-être est-ce la lettre dont parle le député—qui demandaient la tenue de réunions au niveau des premiers ministres leur disant qu'aussitôt que la réunion serait terminée à Toronto je recevrais volontiers leurs suggestions relatives à la date et à l'ordre du jour de la conférence des premiers ministres. Je crois leur avoir demandé une réponse avant le 7 décembre. Je leur ai maintenant écrit pour leur proposer officiellement les 23 et 24 janvier et j'attends une réponse relativement aux dates et à l'ordre du jour.